



RCS : MELUN

Code greffe : 7702

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MELUN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 00718

Nom ou dénomination : ab boucherie

Ce dépôt a été enregistré le 22/04/2014 sous le numéro de dépôt 2477



EXPERTISE COMPTABLE - COMMISSARIAT AUX COMPTES

Monsieur Eric LEVI
Diplômé de l'Ordre de Paris

29 Bis Avenue Ardouin 94420 LE PLESSIS TREVISE
SIRET : 352 317 937 00030
APE : 6920Z

e-mail : levi.eric@wanadoo.fr

Tél : 01.45.76.75.75 Fax : 01.45.76.74.75

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Je soussigné :

LEVI ERIC

Commissaire aux comptes inscrit

Demeurant à : 29 Bis avenue Ardouin 94420 LE PLESSIS TREVISE

Inscrit sur les listes des experts établie pour l'année 2014 par la cour d'appel de Paris

Expose :

- Qu'il a été désigné en qualité de commissaires aux apports, par application de l'article L 223-9 du code de commerce, suivant délibération en date du 20 janvier 2014 prise à l'unanimité des futurs associés de la société par actions simplifiée actuellement en formation et dont la dénomination sociale sera
AB BOUCHERIE 8 Rue de Provins 77220 TOURNAN EN BRIE avec pour actionnaires

- Monsieur BENNOUR Ilyass propriétaire de 500 actions
- Monsieur BENNOUR Mohammed propriétaire de 500 actions

- Qu'il a été chargé d'établir un rapport sur l'évaluation à donner aux apports en nature et affirme que la valeur des apports en nature correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre pour un montant de 20 000 euros (vingt mille euros)

Le capital social est fixé à 20 000 Euros. Il est divisé en 1.000 actions de 20 € chacune numérotées de 1 à 1.000.

Le capital est apporté en nature pour le total de 20 000 euros :

A/ pour 10 000 euros par Monsieur BENNOUR Ilyass, représentés par l'apport de :

- . une scie à os d'une valeur de 2 000 euros
- . une découpeuse à jambon d'une valeur de 1500 euros
- . un établi bio d'une valeur de 1000 euros
- . une vitrine réfrigérée d'une valeur de 2 500 euros
- . une chambre froide d'une valeur de 3 000 euros

B/ pour 10 000 euros par Monsieur BENNOUR MOHAMMED, représentés par l'apport de :

- . un hachoir réfrigéré d'une valeur de 1 500 euros
- . une rôtissoire d'une valeur de 2 000 euros
- . une balance électronique d'une valeur de 1 000 euros
- . un lot de couteaux « boucheries » d'une valeur de 500 euros
- . un camion frigorifique JUMPER d'une valeur de 5 000 euros

Ledit rapport a été remis pour être communiqué aux futurs associés et annexé aux statuts de la Société.

FAIT POUR SERVIR ET VALOIR CE QU'IL DROIT
A Le Plessis Trévise,
Le 20 Janvier 2014

E. LEVI
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

2477
16/3/18
22/04/14
ERIC LEVI
EXPERT-COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
29 Bis Avenue Ardouin
94420 LE PLESSIS TREVISE
SIRET : 352 317 937 00030 APE : 6920Z
Tel 01.45.76.75.75 Fax 01.45.76.74.75

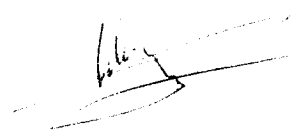
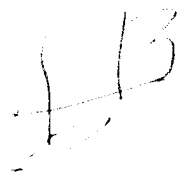
**Liste des souscripteurs
S.A.S. AB BOUCHERIE
Au capital de 20.000 euros
divisé en 1.000 actions de 20 euros
siège social et boutique : 8 rue de PROVINS
à TOURNAN EN BRIE (77220)
R.C.S. N° EN COURS**

Actionnaires et organes de direction :

-Monsieur BENNOUR ILYASS
Propriétaire de 500 actions de la S.A.S.
Actionnaire et président

-Monsieur BENNOUR MOHAMMED
Propriétaire de 500 actions de la S.A.S.
Actionnaire

fait à TOURNAN EN BRIE le 6 février 2014.



S.A.S. AB BOUCHERIE

Société par actions simplifiée au capital de 20.000 €

Siège social sis au : 8 rue de PROVINS

77220 TOURNAN EN BRIE

STATUTS

Les soussignés :

- Monsieur BENNOUR ILYASS de nationalité FRANCAISE
né le 29 avril 1995 à JUVISY SUR ORGE (91)
demeurant au 3 rue Alexandre THORIN à JANVILLE S/Juine (91510)
 - Monsieur BENNOUR MOHAMMED de nationalité FRANCAISE
né le 5 novembre 1971 à RABAT (MAROC)
demeurant au 3 rue Alexandre THORIN à JANVILLE S/Juine (91510)
- ont décidé de constituer entre eux une Société par actions simplifiée et
ont adopté les statuts établis ci-après :

TITRE PREMIER – FORME –OBJET –DENOMINATION SIEGE –DUREE

ARTICLE 1 –FORME

Il est formé une société par actions simplifiée/S.A.S. régie par les lois
et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 –OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- centrale d'achat-vente, import-export de tous produits non
réglementés dont carnés, produits orientaux et autres,
et plus généralement, toutes opérations industrielles et commerciales
se rapportant ou pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout autre
objet similaire ou connexe et toutes opérations quelconques
contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 –DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est « **AB BOUCHERIE** ».
Dans tous les actes et documents émanant de la société, la
dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des
mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de
l'énonciation du montant du capital social.

B. I.

B. M.

ARTICLE 4 –SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au **8 rue de PROVINS à TOURNAN EN BRIE (77220)**. Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du président sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 –DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE DEUXIEME CAPITAL SOCIAL –APPORTS –ACTIONS

ARTICLE 6 –CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 20.000 euros. Il est divisé en 1.000 actions de 20 € chacune numérotées de 1 à 1.000.

Le capital est apporté en nature pour le total de 20.000 euros :

A/ pour 10.000 euros, par Monsieur BENNOUR ILYASS, représentés par l'apport de :

- une scie à os d'une valeur de 2.000 euros,
- une découpeuse à jambon d'une valeur de 1.500 euros,
- un établi bio d'une valeur de 1.000 euros,
- une vitrine réfrigérée d'une valeur de 2.500 euros,

Une chambre froide d'une valeur de 3.000 euros,

B/ pour 10.000 euros, par Monsieur BENNOUR MOHAMMED, représentés par :

- un hachoir réfrigéré d'une valeur de 1.500 euros,
- une rôtière d'une valeur de 2.000 euros,
- une balance électronique d'une valeur de 1.000 euros,
- un lot de couteaux « boucherie » d'une valeur de 500 euros,
- un camion frigorifique JUMPER d'une valeur de 5.000 euros.

Conformément à la loi :

-le capital apporté en nature est estimé par :

Monsieur ERIC LEVI, Expert comptable et Commissaire aux apports
29 bis avenue ARDOUIN – 94420 LE PLESSIS TREVISE.

ARTICLE 6-1 –REPARTITION DES ACTIONS

Les actions sont réparties comme suit :

-Mr BENNOUR ILYASS possède 500 actions N° 1 à 500,

-Mr BENNOUR MOHAMMED possède 500 actions N° 501 à 1.000.

ARTICLE 7 – AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision extraordinaire des actionnaires, suivant les modalités prévues par les articles 61 à 63 de la loi. Toutefois le capital social et la valeur nominale des actions ne pourront être réduits au dessous du minimum fixé par la loi.

ARTICLE 8-CESSION ET TRANSMISSION D’ACTIONS

Toute cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire, cette opération ne s’effectue qu’après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires. Toute cession effectuée en violation des lauses statutaires est nulle de plein droit. Les actions sont librement négociables, la transmission des actions émises par la société s’opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d’un ordre de mouvement, ce mouvement est inscrit sur un registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 9 –COMPTE COURANTS

Outre leurs apports, les actionnaires pourront verser ou laisser à disposition de la société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d’un compte ouvert au nom des actionnaires. Les compte courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d’en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l’avance, sauf stipulation contraire. En vertu d’une convention expresse entre la société et les actionnaires, les comptes courants pourront produire des intérêts.

BT

BT

ARTICLE 10 – PRESIDENT ET ORGANES DIRIGEANTS

La société est représentée à l'égard des tiers, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Le premier président de la société est désigné par décision collective des actionnaires, lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Le président représente la société à l'égard des tiers, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social, dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social.

ARTICLE 11 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou indirectement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions, ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés. A l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux associés, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote, une convention non approuvée produit néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclu d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions pour autant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Les interdictions prévues à l'article 225 -43 du code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au président, aux directeurs généraux et à tous autres dirigeants de la société.

B.I

B.17

ARTICLE 11BIS–DROITS-obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes et aux décisions collectives. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les indivisaires des actions, doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions, le changement de représentant de l'indivision ne sera opposable à la société, qu'à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

ARTICLE 11TER – DECISIONS DES ACTIONNAIRES DELIBERATION EN ASSEMBLEE - AUTRES

A/ Décisions des actionnaires :

Les décisions collectives des actionnaires sont prises à la discrétion du président en assemblée, ce qui implique une réunion physique des actionnaires en un même lieu, ou par consultation par correspondance, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement, par mandataire ou à distance dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les présents statuts, pour participer aux décisions collectives.

L'actionnaire doit être en mesure de justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

B/ Délibérations en assemblée :

Les actionnaires se réunissent au moins une fois par an en assemblée générale, sur convocation du président, à son initiative ou à la demande d'actionnaires détenteurs d'au moins 25% de la totalité des voix représentée par l'ensemble des actionnaires, dans un délai de trois mois suivant la demande.

C/ L'assemblée générale :

- fixe les orientations générales de la société,
- contrôle la gestion du président, peut le révoquer et le remplacer,
- peut décider de l'instauration d'autres organes de direction et des modalités de leur fonctionnement,
- peut nommer un ou des commissaires aux comptes,
- peut approuver les conventions passées et autres actes envers différentes société ou tiers,
- peut décider des investissements et autres actes commerciaux dépassant la délégation du président,
- Peut approuver ou redresser les comptes,
- peut décider de l'affectation des bénéfices éventuels,
- peut décider d'une augmentation ou d'une réduction du capital,
- peut délibérer sur toutes questions portées à l'ordre du jour.

Le mode de scrutin est déterminé par le bureau de l'assemblée. A la demande d'actionnaires, détenteurs d'au moins cinq pour cent du pouvoir décisionnel, le vote s'effectue par bulletin secret.

D/ délibération sur consultation :

Le président peut organiser des consultations par correspondance entre les réunions physiques des actionnaires où exceptionnellement pour remplacer une assemblée générale annuelle. La consultation par correspondance est organisée par tout moyen garantissant la vérification de la volonté des actionnaires ainsi exprimée.

E/ Quorum et majorité :

La dissolution de la société, sa prorogation ou sa transformation ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote, de même que les décisions requérant l'unanimité en application de la loi.

Les décisions collectives des actionnaires autres que celles énumérées ci-dessus sont adoptées à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, présents ou représentés.

F/ Procès-verbaux des décisions d'assemblées :

Les décisions prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ces derniers doivent être signés par le président et les actionnaires présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, l'identité des actionnaires présents ou représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

G/ Convocation et information des actionnaires :

Les actionnaires sont convoqués, pour toute assemblée ou consultation par correspondance, 8 jours avant la date prévue pour le vote des résolutions inscrites à l'ordre du jour. Cette convocation ne peut se faire que par télex, télécopie ou lettre recommandée avec demande d' accusé réception. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux, au moins 8 jours avant l'assemblée ou la consultation. Les moyens de communication sont libres : vidéoconférence, télex, télécopie, courrier électronique et autres, peuvent être utilisés par la société pour éclairer et informer les actionnaires sur les résolutions mises aux votes.

H/ Clause spéciale :

Par exception, la présidence et la direction générale seront assurées pour une période de deux ans, le renouvellement se fera par assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 12 –COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966. Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

BI 39

La désignation d'un commissaire aux comptes est obligatoire dans les cas prévus par la Loi. Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de 6 exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice. L'exercice en cours lors de la nomination compte pour un exercice entier, le commissaire aux comptes nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction, que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'actionnaire unique ou par décision ordinaire des actionnaires.

ARTICLE 13 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le président est tenu de consulter les actionnaires sur le compte de l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé, ce délai peut être prorogé par une décision de justice.

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin. Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la présidence ainsi que, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements. Par exception le premier exercice social sera arrêté à la date du 30 juin 2014.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter, soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau soit de le distribuer, dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur les bénéfices distribuables de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leurs participations au capital de la société.

B.I 317

ARTICLE 14 –AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'assemblée générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux, elle en décide les modalités de mise en paiement. L'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'assemblée générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou partie. Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 15 –CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social. Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires. En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

B.I 317

ARTICLE 16 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la société en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation. La liquidation de la société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit : la liquidation est faite par le ou les dirigeants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur. Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les actionnaires à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation. La liquidation est effectuée conformément à la loi, les actionnaires qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi par les actionnaires ou en dehors d'eux. Le produit net de la liquidation est employé d'abord pour rembourser le montant des actions pas encore remboursé, le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement aux nombres de leurs actions. Si la société ne comprend plus qu'un seul associé, personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne conformément à l'article N° 1844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique sans liquidation préalable.

ARTICLE 17 – TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les actionnaires statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 18 – CONTESTATIONS

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires et les représentations légaux de la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, seront jugés conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

B. I

B. 7

ARTICLE 19 - PRESIDENCE

-Monsieur BENNOUR ILYASS, est nommé président et seul décisionnaire pour une durée indéterminée, il a tous pouvoirs pour ouvrir des comptes bancaires et ce, autant qu'il en sera utile pour la gestion de la société.

Tous pouvoirs sont accordés au président et au directeur général pour accomplir les formalités de publicité et de dépôt prévues par la loi.

ARTICLE 20 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président au regard des dispositions du code du travail.

ARTICLE 21 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société

ARTICLE 22 - PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au président ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au R.C.S. et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Statuts fait à TOURNAN le 20/01/2014
En autant d'exemplaires que requis par la loi

